



Communiqué de presse GA/10260

Assemblée générale

5^e et 6^e séances plénières – matin & après-midi

LES PAYS DU SUD PLAIDENT DEVANT L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EN FAVEUR D'UNE MONDIALISATION PLUS JUSTE

Le fossé jugé grandissant qui sépare les nations riches des pauvres a constitué l'un des thèmes forts de la deuxième journée du débat général de la 59^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, auquel ont notamment participé, aujourd'hui, les chefs d'État et de gouvernement d'une dizaine de pays africains.

Cet écart entre les riches et les pauvres, et entre le Nord industrialisé et le Sud en développement, ne peut être ignoré, a déclaré le Président de la Namibie, M. Sam Nujoma, pour qui cette situation est une « dangereuse bombe à retardement que la communauté internationale se doit de maîtriser ».

Nombre d'orateurs issus de pays en développement ont en effet estimé que la pauvreté et l'exclusion constituaient de nouvelles menaces pour la paix et la sécurité. Pour le Président du Pérou, M. Alejandro Toledo Manrique, l'exclusion sociale « conduit à la violence, à l'instabilité, à la fragilité de la démocratie et à la fragmentation internationale ». « Les victimes de la pauvreté sont plus nombreuses que celles de la guerre ou des catastrophes naturelles », a assuré de son côté le Président du Panama, M. Martin Torrijos Espino. Un tel « conflit aux dimensions universelles » exige des « réponses universelles », a-t-il observé.

Le Président du Malawi, M. Bingu Wa Mutharika, qui avait placé son intervention sous le thème « partager la prospérité mondiale », a plaidé en faveur d'une meilleure gestion de la dette extérieure. Toutefois, malgré de nombreuses initiatives, le monde demeure loin de régler de façon durable ce problème, a-t-il regretté. « La possibilité de construire un monde plus juste dépend de l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale et de la volonté politique de surmonter le fondamentalisme de marché », a jugé le Président du Paraguay, M. Nicanor Duarte Frutos, appelant de ses vœux « un nouvel ordre international où les organisations multilatérales contribueraient réellement à la paix, au développement humain et à la réduction de la pauvreté, des inégalités sociales et de l'exploitation de l'homme par l'homme ».

Le Président de l'Afrique du Sud, M. Thabo Mbeki, a considéré que les Nations Unies avaient peut-être commis l'erreur de croire que l'Organisation était, comme il l'est écrit dans la Déclaration du Millénaire, « la plus universelle et la plus représentative au monde ». « Chaque année, nous faisons le « pèlerinage » de l'Assemblée générale pour plaider la cause des pauvres, et chaque année, après quelques jours, nous plions bagage et retournons à la réalité de nos sociétés, qui contraste avec la splendeur de New York », a-t-il poursuivi.

En outre, le Président du Pakistan, M. Pervez Musharraf, s'est fait l'avocat de la « stratégie de la modération éclairée », telle qu'approuvée au dernier Sommet islamique, en Malaisie, pour vaincre le terrorisme et empêcher un choc des civilisations. Selon lui, « le monde industrialisé doit soutenir les efforts en faveur d'une renaissance islamique » et « la justice doit être offerte aux peuples islamiques en résolvant tous les conflits internationaux qui les touchent ». « Il n'y a plus de temps à perdre », a-t-il dit, soulignant le risque qu'un « rideau de fer » ne sépare à terme l'Ouest du monde islamique.

Par ailleurs, M. Boniface Alexandre, Président par intérim de Haïti, a invité la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) à travailler plus étroitement avec les autorités haïtiennes pour un désarmement véritable. Enfin, le Président de la République démocratique du Congo (RDC), M. Joseph Kabila, s'est félicité de la signature aujourd'hui d'un accord avec le Rwanda sur le lancement dès le mois prochain d'un mécanisme conjoint de vérification à la frontière orientale de son pays.

Outre les orateurs cités, les chefs d'État de la Bosnie-Herzégovine, de Djibouti, de la Lettonie, du Zimbabwe, de la Roumanie, du Nicaragua, du Burundi, du Guatemala, d'El Salvador, du Libéria, de la Bolivie, de l'Estonie, de la Lituanie, les chefs de gouvernement du Canada, du Portugal, d'Andorre, de la Croatie, de la Guinée équatoriale, le Vice-Premier Ministre du Liban et les ministres des affaires étrangères des Émirats arabes unis et du Congo ont également pris la parole.

Les représentants du Zimbabwe, de l'Espagne, de l'Iran, des Émirats arabes unis et des Pays-Bas ont exercé leur droit de réponse.

L'Assemblée générale poursuivra son débat général demain matin, à 10 heures.

Déclarations

M. SULEJMAN TIHIC, Président de la Bosnie-Herzégovine, a rappelé la multiethnicité de son pays, où les Bosniaques musulmans, les Serbes orthodoxes, les Croates catholiques, les Juifs et plusieurs autres ethnies ont vécu en paix et dans la tolérance pendant des centaines d'années. La Bosnie-Herzégovine, qui préserve cette structure multiethnique, est le creuset des cultures et des religions le plus important du monde, a-t-il souligné. M. Tihic a indiqué que la Bosnie-Herzégovine avait réalisé des progrès significatifs depuis la fin de la guerre, il y a neuf ans, avec la reconstruction des infrastructures et le retour à la stabilité économique, illustrée par une inflation de seulement 1%. Nous sommes sur la bonne voie et en passe de remplir toutes les exigences pour entamer des négociations avec l'Union européenne sur un accord de stabilisation et d'association. Le Président de la Bosnie-Herzégovine a rappelé que la force européenne EUFOR prendrait le relais de la SFOR en Bosnie à la fin de l'année.

M. Tihic a affirmé en outre que certains responsables politiques tentaient de trouver des excuses à des crimes de guerre, prétextant qu'ils avaient été commis pour protéger des intérêts ethniques vitaux. Les criminels de guerre sont traités comme des héros et il faut changer cela, a-t-il assuré. Selon lui, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) a un rôle irremplaçable à jouer dans ce processus. Il doit, a-t-il ajouté, finir les procès qu'il a entamés, en particulier ceux des fonctionnaires de haut niveau. Il a estimé qu'une pleine coopération avec le TPIY devait être une exigence incontournable pour accéder aux institutions euro-atlantiques. Il a ainsi annoncé la création d'une chambre criminelle chargée de traiter certains des cas relevant du Tribunal de La Haye et de poursuivre d'autres criminels. Nous aurons besoin d'appuis techniques et financiers et de l'expérience de juges et de procureurs internationaux, a-t-il dit. Alors que l'an prochain, la Bosnie-Herzégovine commémorera le dixième anniversaire du génocide contre les Musulmans des zones sous protection de l'ONU de Srebrenica et de Zepa, M. Tihic a lancé un appel pour que soient arrêtés ses responsables, Ratko Mladic et Radovan Karadzic. Nous avons également besoin d'aide pour trouver les personnes disparues et identifier les corps retrouvés, a-t-il poursuivi.

Nous devons créer un État efficace avec des institutions efficaces qui nous permettront de devenir membre de l'Union européenne et de l'OTAN, a déclaré par ailleurs M. Tihic. Il est temps que la Bosnie-Herzégovine passe de la phase de Dayton à la phase de Bruxelles, a-t-il ajouté. Il a souligné que la Bosnie-Herzégovine était sincèrement et fermement déterminée à renforcer ses relations amicales avec ses voisins, la Croatie et la Serbie-et-Monténégro sur les bases du respect mutuel de la souveraineté nationale, l'intégrité territoriale et l'égalité. Le Président de la Bosnie-Herzégovine a en outre confirmé l'intention de son pays d'être candidat pour 2010-2011 au Conseil de sécurité comme membre non permanent.

M. ALEJANDRO TOLEDO MANRIQUE, Président de la République du Pérou, soulignant l'importance de l'état de droit et du multilatéralisme pour résoudre les problèmes actuels, a plaidé pour le renforcement des Nations Unies, dans la continuité comme le changement. Il a notamment déclaré que la

réforme du Conseil de sécurité devait être entreprise « avec réalisme », et que dans le cas d'un élargissement éventuel du Conseil, le Pérou soutiendrait la candidature, jugée légitime, du Brésil. M. Toledo a par ailleurs signalé que le Pérou avait présenté sa candidature à un siège de membre non permanent du Conseil de sécurité pour les années 2006 et 2007.

Le Président du Pérou a cependant estimé que le renforcement du multilatéralisme dans les secteurs du maintien de la paix, du recours à la force ou encore de la lutte contre le terrorisme ne suffirait pas seul à prévenir et éradiquer les conflits. La pauvreté et l'exclusion font partie des nouvelles menaces envers la paix et la sécurité, a-t-il expliqué, ajoutant que l'exclusion sociale conduisait à la violence, l'instabilité, la fragilité de la démocratie et la fragmentation internationale. Rappelant qu'actuellement, 1,3 milliard de personnes gagnent un dollar par jour et que 2,8 milliards vivent avec seulement le double, M. Toledo a estimé que des efforts devaient être entrepris afin que la mondialisation devienne une force positive dont pourraient bénéficier toutes les nations.

Il a exhorté le Gouvernement du Japon à autoriser l'extradition de l'ancien Président Alberto Fujimori, inculpé par la justice péruvienne de crimes contre l'humanité pour sa responsabilité présumée dans des actes de torture, enlèvements et exécutions, a-t-il précisé. M. Toledo a expliqué qu'il lançait cet appel convaincu que l'état de droit se devait de garantir l'accès à la justice, et que refuser cet accès ne ferait que consacrer le sentiment d'impunité.

M. SAM NUJOMA, Président de la République de Namibie, s'est félicité que la 59^e session de l'Assemblée générale soit présidée par un Africain, M. Jean Ping, du Gabon, qui succède à M. Julian Hunte, de Sainte-Lucie. Au cours de la période 1999-2000, a dit M. Nujoma, la Namibie a eu l'honneur de remplir deux mandats au sein de l'ONU. Elle a servi au sein du Conseil de sécurité comme membre non permanent, et a, la même année, présidé la 54^e session de l'Assemblée générale dont l'une des tâches était de préparer le Sommet du Millénaire et l'adoption, historique, de la Déclaration du Millénaire. La Namibie a été appelée à présider ce Sommet avec la Finlande, a rappelé M. Nujoma en soulignant l'importance des Objectifs du Millénaire pour le développement contenus dans la Déclaration. Citant certains de ces objectifs, notamment l'éradication de la pauvreté et de la faim, l'éducation primaire universelle, la promotion de l'égalité entre les sexes, la réduction de la mortalité maternelle et infantile, la lutte contre la VIH/sida, la tuberculose et les autres maladies infectieuses, et la promotion de partenariats mondiaux en faveur d'un développement durable, le Président de la Namibie a déclaré que le monde ne pouvait ignorer le fossé grandissant entre les riches et les pauvres, et entre le Nord industrialisé et le Sud en développement. Cette situation, a-t-il estimé, est une dangereuse bombe à retardement que la communauté internationale se doit de maîtriser. Et elle ne le sera que lorsque sera promu un commerce mutuellement bénéfique pour le Nord et le Sud à l'intérieur de cadres de coopération Nord-Sud et Sud-Sud. Nous avons eu des discussions avec le Président du Brésil au cours desquelles nous avons identifié les domaines d'intérêt mutuel dans nos pays respectifs, a dit M. Nujoma. Rappelant les échanges qui ont eu lieu au Siège de l'ONU au cours du Sommet sur la lutte contre la faim, il a souligné que la communauté internationale devait trouver un équilibre entre les dépenses qu'elle consacre aux armements et la nécessité de respecter et d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Après avoir rappelé la marche de son pays de la période d'occupation à l'accession à l'indépendance sous l'égide des Nations Unies, M. Nujoma a annoncé que par choix personnel et dans le respect de la Constitution de la Namibie, il servait son dernier mandat, qui prendra fin le 20 mars 2005. Cependant, a-t-il dit, « je compte me consacrer à certaines causes importantes et serai prêt à soutenir les efforts déployés aux niveaux national, régional et international, dans les domaines de l'éradication de la pauvreté, de l'aide aux handicapés, de la promotion de l'agriculture, et des infrastructures de développement ». Concernant la naissance de l'Union africaine et le lancement du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), M. Nujoma a déclaré que la promotion des femmes et leur participation à la prise de décisions y étaient indispensables. À cet égard, il s'est félicité de l'élection d'une femme, Mme Gertrude Mongela, de la République-Unie de Tanzanie, comme première Présidente du nouveau Parlement panafricain dont le siège est en Afrique du Sud.

M. THABO MBEKI, Président de la République sud-africaine, s'est interrogé sur les Objectifs du Millénaire. À ses yeux, il est impossible de ne pas répondre que les Nations Unies ont pour l'heure échoué à les réaliser, même s'il est encore trop tôt, a-t-il ajouté, pour dire que cet échec est définitif. Pourquoi la

grandeur de nos discours n'a-t-elle pas produit les résultats espérés? s'est-il demandé. La réponse est à rechercher, selon lui, dans la question de l'usage du pouvoir et peut-être de l'abus de pouvoir. Il s'est dit convaincu que la perception des menaces dépend de la place occupée dans l'équation du pouvoir.

Les puissants comme les faibles s'accorderont pour dire que le terrorisme et la guerre constituent une sérieuse menace pour l'humanité, a déclaré M. Mbeki. Les puissants ajouteront que le terrorisme est le principal défi, a-t-il poursuivi, du fait que les terroristes les prennent pour cible, simplement parce qu'ils sont puissants. Et en raison de leur place dans l'équation du pouvoir, a-t-il estimé, leur perception s'imposera à tous. Les puissants comme les faibles s'accorderont également sans doute pour dire que la pauvreté et le sous-développement constituent une sérieuse menace pour l'humanité, a poursuivi M. Mbeki. Et les faibles, qui sont aussi les plus pauvres, ajouteront qu'il s'agit pour eux du principal défi, a-t-il dit. Cependant, parce qu'ils sont sans pouvoir, ces milliards de personnes, l'écrasante majorité de l'humanité, n'arriveront pas, a-t-il expliqué, à convaincre les Nations Unies de traduire cette priorité en décisions qui s'imposent à tous.

M. Mbeki a jugé que les Nations Unies avaient peut-être commis l'erreur de croire que l'Organisation était, comme c'est écrit dans la Déclaration du Millénaire « la plus universelle et la plus représentative au monde ». Chaque année, nous faisons le « pèlerinage » de l'Assemblée générale pour plaider la cause des pauvres, a-t-il poursuivi, et chaque année, après quelques jours, nous plions bagage et retournons à la réalité de nos sociétés, qui contraste avec la splendeur de New York.

En conclusion, M. Mbeki a cité les paroles d'un Israélien venu lui rendre visite récemment à Pretoria: « Il est peut-être temps que les pauvres et les faibles se lèvent de leur fauteuil roulant et commencent à marcher sans aide ». Cela aidera peut-être, a-t-il ajouté, à édifier un ordre social dans lequel le droit donnerait raison aussi bien aux faibles qu'aux puissants.

M. ISMAIL OMAR GUELLEH, Président de la République de Djibouti, a déclaré que le terrorisme semblait être une stratégie de dernier recours, utilisée par ceux qui estiment que leur foi, leurs croyances, leur environnement ou leur propre personne, sont en danger. Bien qu'elle soit nécessaire, la lutte contre le terrorisme ne devrait être menée qu'après avoir examiné les causes profondes de ce phénomène, a estimé le Président Guelleh. Nous ne devons pas sous-estimer l'impact des politiques étrangères menées par les Etats et l'importance de politiques de développement destinées à apaiser les tensions et réduire la pauvreté, car nous devons trouver le moyen de réconcilier le monde, atténuer les différences, et éliminer les causes de mécontentement, a dit le Président. Citant Franklin D. Roosevelt, il a déclaré que la notion de sécurité signifie non seulement la sécurité contre une agression extérieure, mais aussi la sécurité économique, sociale et morale d'un peuple. Roosevelt pensait également qu'un niveau de vie décent était un facteur essentiel de paix et de liberté, la satisfaction des besoins essentiels mettant les individus à l'abri de la peur. Abordant la question des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), M. Guelleh a estimé que leur but principal était l'élimination de la pauvreté et de la faim, ainsi que l'amélioration des conditions et des moyens de santé, d'éducation et de sauvegarde de l'environnement. Malheureusement, a-t-il poursuivi, peu de progrès ont été accomplis dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, notamment celui qui vise une augmentation substantielle de l'Aide publique au développement (APD), une annulation de la dette des pays pauvres, la levée des barrières protectionnistes existant contre les produits agricoles, et un meilleur accès aux marchés du Nord. Sur les 50 pays les moins avancés, 34 sont en Afrique, a dit le Président de Djibouti en appelant à une augmentation régulière de l'APD en faveur de ces Etats.

Concernant la question des conflits, M. Guelleh s'est déclaré attristé par la situation qui règne au Darfour. Nous devons trouver de bonnes solutions pour y faire face, a-t-il indiqué, en mettant en garde contre tout préjugé ou généralisation trop rapides à l'égard de cette crise. Appelant ensuite à un meilleur contrôle de la circulation des armes, qui alimentent les conflits, le Président djiboutien a relevé que les pays d'Asie, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Amérique latine, consacraient chaque année 22 milliards de dollars à des achats d'armements, ce qui représente les deux-tiers des dépenses mondiales en la matière. Il a demandé qu'une assistance plus substantielle soit apportée aux capacités régionales africaines de maintien de la paix, et a souhaité que toute opération menée dans ce domaine soit placée sous un mandat de l'ONU, seule entité capable de donner une légitimité à une entreprise de ce genre. Djibouti faisant partie de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) qui mène les pourparlers sur la Somalie,

M. Guelleh s'est félicité des progrès accomplis dans le cadre de la Conférence de réconciliation somalienne de Nairobi, au Kenya, et a noté que le Parlement somalien, récemment formé, avait élu son Président la semaine dernière, et élargirait aujourd'hui même les autres membres de son Bureau. Le Président du Gouvernement de transition de la Somalie devrait être élu le 10 octobre prochain, a annoncé M. Guelleh en appelant la communauté internationale, et notamment le Conseil de sécurité, à soutenir le retour à la paix en Somalie.

M. NICANOR DUARTE FRUTOS, Président de la République du Paraguay, a déclaré que cette époque d'opportunités pour son continent présentait également pour la majorité de la population paraguayenne des risques de détérioration de leur qualité de vie. Les mesures d'ajustement draconiennes, la mondialisation et le manque d'ouverture des marchés des pays développés, a-t-il estimé, n'ont pas contribué à générer une croissance économique soutenue et encore moins à réduire la pauvreté et les inégalités. Le Président paraguayen a plaidé pour un nouvel ordre international où les organisations multilatérales contribueraient réellement à la paix, au développement humain et à la réduction de la pauvreté, des inégalités sociales et de « l'exploitation de l'homme par l'homme ». La possibilité de construire un monde plus juste, a-t-il poursuivi, dépend de l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale et de la volonté politique de surmonter le fondamentalisme de marché.

M. Duarte Frutos a plaidé pour que les investissements en matière sociale permettent d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et pour que les pays les plus pauvres puissent bénéficier d'un « Fonds de contrepartie pour l'équité sociale ». Affirmant que l'argent ne pouvait être une solution à tous les maux, il a aussi souhaité voir la réalisation de réformes institutionnelles, de réformes économiques adaptées au contexte culturel de chaque pays ainsi que des conditions raisonnables de remboursement de la dette extérieure. De l'avis du Président du Paraguay, la coopération pour le développement n'est pas suffisante et doit s'accompagner d'un accès aux marchés à des conditions préférentielles, de la libéralisation du marché des produits agricoles et d'un traitement spécial concernant les pays en développement sans littoral, comme le Paraguay. Il a expliqué qu'il fallait désormais évoluer vers un multilatéralisme d'inclusion, source d'équilibre et de justice dans les relations internationales et il a espéré que les paroles répétées chaque année à l'Assemblée générale permettraient véritablement cette fois d'atténuer les souffrances de millions d'êtres humains.

M. PERVEZ MUSHARRAF, Président de la République islamique du Pakistan, a affirmé que le terrorisme constituait la menace la plus urgente pour de nombreux pays, y compris pour les états les plus puissants. Il menace les objectifs et les intérêts nationaux vitaux du Pakistan, a-t-il assuré, justifiant la participation active de son pays à la campagne antiterroriste mondiale sans précédent. Le Pakistan a montré la voie à suivre dans cette campagne, laquelle se poursuit, a-t-il ajouté. Si, selon lui, la coopération internationale, des actions collectives et déterminées ont permis d'enregistrer des succès, ce qui est réalisé demeure encore insuffisant pour remporter la guerre finale contre les terroristes. La réponse antiterroriste immédiate doit être accompagnée d'une stratégie offensive claire et à long terme qui s'attaque à la racine du problème si nous voulons vaincre définitivement ce fléau, a-t-il indiqué. Pour vaincre le terrorisme et empêcher un choc des civilisations, M. Musharraf a proposé la stratégie de la modération éclairée, telle qu'approuvée au dernier Sommet islamique, en Malaisie. Selon lui, les puissances occidentales doivent tenter sérieusement de résoudre, au niveau international, les conflits reconnus qui affectent le monde musulman. Le monde industrialisé, a-t-il ajouté, doit soutenir les efforts en faveur d'une renaissance islamique, en particulier grâce à une assistance technique et financière et à des opportunités commerciales plus importantes. De même, a-t-il déclaré, la justice doit être offerte aux peuples islamiques en résolvant tous les conflits internationaux qui les touchent. Il n'y a plus de temps à perdre, a-t-il dit, soulignant le risque qu'un rideau de fer ne sépare, à terme, l'Ouest du monde islamique.

M. Musharraf s'est par ailleurs dit convaincu depuis toujours qu'un dialogue sincère permettra de résoudre l'ensemble des divergences qui opposent le Pakistan à l'Inde, en particulier la question du Jammu-et-Cachemire. L'affrontement dangereux de 2002 et les trois guerres précédentes entre les deux pays ont démontré qu'il n'y avait pas de solution militaire, a-t-il estimé. Il a affirmé que le processus de normalisation avait bien progressé, dans une atmosphère cordiale. À un moment où les négociations entrent dans une phase difficile, il a dit espérer que l'Inde manifeste les mêmes sincérité, flexibilité et audace que le Pakistan a démontrées. Au sujet de l'Afghanistan, M. Musharraf a promis que son pays ferait tout pour empêcher les terroristes d'utiliser son territoire afin de perturber le processus électoral. Le Président du Pakistan a également souligné l'importance d'un multilatéralisme démocratique basé sur les

principes de la Charte des Nations Unies, lequel doit notamment promouvoir un programme de désarmement nucléaire et de non-prolifération. Pour répondre au défi du XXI^e siècle, les Nations Unies doivent être renforcées et revitalisées, a-t-il poursuivi, plaidant en faveur d'un Conseil de sécurité plus efficace, démocratique, coopératif et élargi afin d'assurer la représentativité des États qui ont rejoint l'Organisation au cours des trois dernières décennies.

Mme VAIRA VIKE-FREIBERGA, Présidente de la République de la Lettonie, a plaidé pour la continuation de la réforme des Nations Unies. Évoquant les activités du Groupe de travail sur la réforme du Conseil de sécurité, Mme Vike-Freiberga a souligné l'importance de conférer une plus grande légitimité au Conseil, de le rendre plus représentatif des réalités politiques et économiques actuelles ainsi que d'optimiser le fonctionnement. Dans cet ordre d'idées, elle a estimé que le débat concernant l'augmentation éventuelle du nombre de ses membres permanents et non permanents devait être poursuivi, ajoutant que des pays comme le Japon ou l'Allemagne pouvaient - et devraient - y jouer un rôle de plus en plus important, en adéquation avec leur contribution substantielle aux activités de l'Organisation. La Présidente de la Lettonie a par ailleurs constaté que la superposition des mandats et la redondance de certaines tâches diminuaient l'efficacité des Nations Unies, et a exprimé le besoin d'en réformer également les programmes sociaux et économiques. Citant l'exemple du Conseil économique et social, Mme Vike-Freiberga a jugé que la réduction des redondances présentes dans le processus d'examen du travail du Conseil libérerait des ressources importantes, tant humaines que financières, qui pourraient être consacrées à des programmes de développement économique et social dans le pays en voie de développement.

Mme Vike-Freiberga a d'ailleurs souligné l'importance de l'aide au développement et de la réduction de la pauvreté dans le monde. Elle a rappelé que la Lettonie avait bénéficié de programmes à cet effet, et passait actuellement du statut de pays receveur à celui de pays donateur. La Présidente de la Lettonie a exprimé l'engagement de son pays à consacrer un tiers de pourcent de son produit intérieur brut à l'aide au développement d'ici 2006, comme l'impose l'Union européenne à ses pays membres. Mme Vike-Freiberga a par ailleurs déploré la recrudescence du terrorisme au 21^e siècle, expliquant que toute cause, aussi noble soit-elle, ne pouvait être que discréditée lorsque de tels moyens étaient utilisés pour la défendre. Elle a cependant remarqué que trop souvent, les ripostes contre des cibles terroristes « réelles ou présumées » conduisaient à l'augmentation du nombre de victimes parmi les civils et ne permettaient en rien de diminuer le profond ressentiment des populations concernées. Les événements des dernières années, a-t-elle estimé, ont montré que le seul usage de l'option militaire ne permettait pas de traquer efficacement le terrorisme.

M. ROBERT MUGABE, Président de la République du Zimbabwe, a souhaité que l'Assemblée générale se saisisse de la question clef de la « démocratisation de la gouvernance mondiale ». Il a regretté que la réforme du Conseil de sécurité soit retardée par les tentatives de ceux qui ont intérêt à maintenir le statu quo. Il a estimé que ce sont « certaines de ces forces » qui sont responsables de ce qu'il a qualifié d'« agression » contre l'Iraq, menée par les États-Unis, le Royaume-Uni et leurs alliés, « prétendument au nom de la démocratie ». Une nouvelle doctrine politico-religieuse est apparue, a estimé M. Mugabe, qu'il a intitulée « Il n'y a qu'un seul Dieu politique, George W. Bush, et Tony Blair est son prophète ». Il a rappelé son attachement à la Charte des Nations Unies, qualifiant tout autre doctrine d'« hérésie ».

Concernant le fléau du VIH/sida, M. Mugabe a regretté une tendance à utiliser l'aide dans ce domaine pour « récompenser l'obéissance et la malléabilité politique ». La pandémie ne connaît pas de frontière, a-t-il expliqué, estimant que cette approche sélective serait sans résultat. Dénonçant ce qu'il considère être une ingérence du Premier Ministre britannique, Tony Blair, dans les affaires intérieures du Zimbabwe, M. Mugabe a rejeté les leçons de démocratie de « nos anciens maîtres coloniaux ». Il a qualifié les « scènes sadiques d'Abou Ghraib » d'échantillon instructif du « concept occidental de respect des droits de l'homme ».

M. BINGU WA MUTHARIKA, Président de la République du Malawi, qui a placé son intervention sous le thème « partager la prospérité mondiale », a affirmé que l'un des défis les plus importants que doivent affronter les pays en développement consistait à réduire l'écart entre les nations riches et pauvres afin d'éradiquer la pauvreté. Le Président du Malawi s'est dit en outre déterminé à créer les conditions d'une croissance macroéconomique durable, à travers une politique de réformes, et à améliorer la bonne gouvernance économique en extirpant la corruption. Une politique de tolérance zéro de

la corruption a été adoptée, a-t-il noté, se déclarant heureux de signer la Convention des Nations Unies contre la corruption. M. Mutharika a estimé que la gestion de la dette extérieure constituait un des moyens positifs contribuant au partage de la prospérité mondiale. Toutefois, malgré de nombreuses initiatives, le monde demeure loin de régler de façon durable ce problème, a-t-il constaté. Il a indiqué que son pays allouait encore un montant important de ses ressources au service de la dette, et ce, au détriment des investissements et de la création de revenus, accroissant ainsi la pauvreté et entraînant une stagnation de l'économie.

La pandémie du VIH/sida est une tragédie humaine qui prend des proportions inimaginables, a-t-il également assuré. L'expérience vécue par le Malawi nous a appris que le VIH/sida était une crise médicale, une crise économique, une crise sociale et une crise politique, a souligné M. Mutharika; médicale car aucun traitement n'a été trouvé; économique car l'épidémie réduit considérablement les ressources humaines et financières du pays destinées au développement, en même tant qu'elle affecte la bonne gouvernance; sociale car les personnes infectées ne peuvent entretenir des relations normales avec les autres, et qu'elle fait de nombreux orphelins dont il faut s'occuper; politique car elle menace les institutions démocratiques en tuant des personnalités politiques et d'autres représentants du peuple. Les Nations Unies, a-t-il dit, doivent intensifier leurs efforts de sensibilisation et redéfinir leur politique d'aide, de soutien et de prévention tout en veillant à la fourniture d'une alimentation appropriée.

M. PAUL MARTIN, Premier Ministre du Canada, a estimé qu'il était essentiel de se doter d'institutions dont la principale obligation était à l'égard de notre humanité commune. À ce titre, les Nations Unies jouent un rôle central mais une réforme structurelle de l'Organisation est nécessaire. Il a souhaité la mise en place de mesures audacieuses au premier rang desquelles, la « responsabilité de protéger », qui permettraient à la communauté internationale d'intervenir dans un pays pour prévenir une catastrophe humanitaire. Citant la crise au Darfour, M. Martin a souligné que l'objectif du Canada était de voir le droit international évoluer afin d'offrir un cadre pour les interventions collectives à des fins humanitaires. Pour ce faire, les États Membres devraient adopter une résolution de l'Assemblée générale qui reconnaît l'évolution de la notion de souveraineté de manière à englober la responsabilité internationale à l'égard des populations.

Le Premier Ministre canadien a également souligné la nécessité de veiller à la non-prolifération et au désarmement, deux domaines où le multilatéralisme a été mis à l'épreuve, et souhaité que les systèmes actuels de vérification soient renforcés et complétés. Appelant à forger un consensus international sur la réforme des Nations Unies, M. Martin a indiqué que son pays soutiendra les réformes visant à accroître l'efficacité du Conseil de sécurité.

M. ISSAM FARES, Vice-Premier Ministre du Liban, a demandé le « retrait immédiat » des forces israéliennes qui occupent toujours une partie du Liban, en application de la résolution 1559 adoptée au début de ce mois par le Conseil de sécurité, appelant au retrait de toutes les forces étrangères du pays. Il a également souhaité l'arrêt de la violation par l'aviation israélienne de l'espace aérien de son pays. Il a en revanche évoqué un « différend » avec les Nations Unies sur le calendrier du retrait des forces syriennes, présentes au Liban « à la demande et avec l'approbation du Gouvernement libanais », a-t-il précisé. M. Fares a dénoncé « l'ingérence inacceptable » que constitue à ses yeux le paragraphe de la résolution 1559 concernant l'amendement de la Constitution du Liban. Promulguée en 1926, elle est sans doute, a-t-il estimé, la plus ancienne constitution démocratique du Moyen-Orient. M. Fares a enfin assuré que son pays était aux côtés des Nations Unies dans leur lutte contre le terrorisme. Il a cependant établi une distinction entre le terrorisme et ce qu'il a qualifié de « militantisme pour la libération et l'indépendance ».

M. ION ILIESCU, Président de la Roumanie, a déclaré que son pays s'était joint, d'une manière prompt et substantielle, à la lutte contre le terrorisme et avait manifesté sa détermination de contribuer à l'éradication de ce fléau. Selon lui, la lutte visant sa disparition doit s'attaquer aussi à ses causes profondes, dont la pauvreté, et ne doit pas être utilisée comme prétexte pour justifier le non-respect ou la violation des droits de l'homme. Il a indiqué que l'attention de la Roumanie s'était dirigée sur la coopération entre l'Organisation et les piliers régionaux et sous-régionaux, domaine selon lui d'une importance capitale compte tenu du contexte international. La nécessité de procéder à la réforme des Nations Unies est plus urgente que jamais pour pouvoir s'adapter aux réalités du moment, a-t-il par ailleurs affirmé, ajoutant que son pays soutenait la réforme du Conseil de sécurité, dans la perspective d'améliorer à

la fois les méthodes de travail et la transparence. La Roumanie soutient une augmentation des membres, dans les deux catégories, des permanents et des non permanents. Les Nations Unies sont les mieux placées pour gérer le phénomène de la mondialisation, notamment en corrigeant ses conséquences a souligné le chef de l'État roumain, soutenant ainsi l'initiative du Pacte mondial lancé par le Secrétaire général.

Réaffirmant sa confiance dans le système juridique international, M. Iliescu a rappelé que la Roumanie avait demandé le recours à une commission d'enquête pour tenter de résoudre le problème de l'impact transfrontalier des travaux d'infrastructure du canal Bistroe sur le delta du Danube. Le Président roumain s'est dit en outre attaché à une action concertée contre la prolifération d'armes de destruction massive.

M. ENRIQUE BOLAÑOS GEYER, Président de la République du Nicaragua, a déclaré que les politiques de développement exigeaient une nouvelle approche centrée sur la responsabilité individuelle, ajoutant que les individus devaient être les premiers à construire leur avenir. « Les devoirs n'incombent pas qu'aux seuls États comme le Sommet des dirigeants du monde unis contre la faim et la pauvreté vient de le rappeler », a-t-il dit. Le Président Bolaños a souligné qu'en parallèle au droit à la santé, les citoyens étaient par exemple obligés de contribuer à la préservation d'un environnement sain et propre et qu'en parallèle à la liberté d'opinion, chacun devait respecter la liberté d'expression. Il a souligné qu'en tant que chef d'État, sa responsabilité était de lutter contre la corruption et à ce sujet, a indiqué que des fonctionnaires corrompus de son pays purgeaient des peines de prison tandis que le budget de l'État avait été mis en ligne sur Internet, dans un souci de transparence.

M. Enrique Bolaños a rappelé qu'il était impérieux de réinventer les Nations Unies. Dans cet ordre d'idées il a appelé à une réforme du Conseil de Sécurité et s'est prononcé pour une augmentation des membres, permanents ou non. Il a réitéré sa volonté de voir son pays siéger au Conseil en tant que membre non permanent pour 2006 et 2007. Il s'est félicité du projet espagnol d'annulation de la dette pour les initiatives de développement social et de la proposition des États-Unis en vue de créer un fond pour la démocratie. Il a conclu en regrettant que la province chinoise de Taiwan, pays de 23 millions d'habitants, se voit toujours interdire de rejoindre l'Organisation.

M. DOMITIEN NDAYIZEYE, Président de la République du Burundi, a salué le soutien des Nations Unies au processus de paix dans son pays, à travers le déploiement de l'Opération des Nations Unies au Burundi (ONUB). Il s'est félicité que le calme soit revenu sur la quasi-totalité du territoire national. Le lancement du programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration, va contribuer, a-t-il assuré, à créer un environnement sécuritaire favorable à l'organisation imminente des élections. Il s'est dit confiant sur l'adoption, lors du référendum prévu le 20 octobre, de la Constitution post-transition, « malgré l'opposition de quelques partis politiquement minoritaires ».

M. Ndayizeye a appelé les Nations Unies à prendre des mesures de rétorsion à l'encontre du mouvement PALIPEHUTU-FNL (Forces nationales de libération), qualifié d'« organisation terroriste » par le dernier Sommet de Dar es-Salaam sur le Burundi, suite à son implication dans le massacre de réfugiés Congolais à Gatumba. Conscient que les « perturbations sécuritaires ne se limitent pas hélas à l'intérieur des frontières de mon pays », il a espéré que la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, prévue pour le mois de novembre à Dar es-Salaam, permettrait « d'enterrer la hache de guerre et de se tourner résolument vers le développement intégral et intégré de nos peuples ».

Dans le domaine économique, M. Ndayizeye a estimé que les subventions agricoles dans les pays industrialisés faussaient les règles du jeu de la libre concurrence et réduisaient considérablement les opportunités de développement des pays pauvres. Rappelant que l'Afrique disposait d'énormes ressources naturelles, il a souhaité la mise en place d'un mécanisme de stabilisation des prix des matières premières. La chute vertigineuse des cours menace la survie de millions de personnes, a-t-il poursuivi. M. Ndayizeye s'est félicité de la détermination des pays africains à prendre en charge leurs propres problèmes, à travers l'Union africaine et le NEPAD. Cependant, a-t-il conclu, le succès des efforts en cours dépendra aussi du niveau de solidarité de la communauté internationale.

M. BONIFACE ALEXANDRE, Président par intérim de la République d'Haïti, a exhorté les Nations Unies à jouer un rôle de premier plan dans le règlement des conflits qui menacent la paix et la

sécurité internationales. Il a déclaré que son pays tenait à réaffirmer son attachement aux idéaux et aux principes d'universalité de l'Organisation ainsi qu'aux objectifs de paix et de développement à atteindre par le biais de la coopération internationale. Pendant que la République d'Haïti célèbre cette année, le bicentenaire de son indépendance, a-t-il ajouté, elle a dû solliciter la solidarité des Nations Unies pour aider à la stabilisation de la situation dans le pays, suite aux événements du 29 février 2004. Le peuple haïtien, a-t-il insisté, exprime son appréciation au Conseil de sécurité qui a donné mandat à la communauté internationale d'accompagner Haïti dans le processus de transition politique. Il a affirmé être venu témoigner des espérances que le renouveau démocratique fait naître chez la population haïtienne.

S'agissant de la situation politique dans son pays, il a déclaré que le processus démocratique était amorcé. Des partis politiques se forment et d'autres se regroupent et une entente mutuelle a été trouvée ce 18 septembre entre le Gouvernement et les représentants des militaires démobilisés. J'ai pris l'engagement de mettre fin à la transition politique vieille de 20 ans, a-t-il affirmé. Les élections générales seront organisées en 2005, et le 7 février 2006 je remettrai impérativement le pouvoir à un président démocratiquement élu. M. Alexandre a invité la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) à travailler plus étroitement avec les autorités haïtiennes pour un désarmement véritable. Sans l'appui actif et soutenu de la communauté internationale, a-t-il ajouté, les objectifs du Gouvernement de transition risquent de ne pas être atteints. Garantir la sécurité, promouvoir la liberté et la dignité humaine, favoriser la croissance économique et le développement social, encadrer le Conseil électoral provisoire en vue de réaliser des élections honnêtes crédibles, tels sont les objectifs que le Gouvernement haïtien se propose d'atteindre avec le soutien de la communauté internationale, dans un climat de difficultés exceptionnelles. Au moment où le peuple haïtien prend un nouveau départ, c'est tout naturellement vers les Nations Unies qu'il se tourne, a-t-il conclu.

M. OSCAR BERGER PERDOMO, Président de la République du Guatemala, a fait le bilan des efforts entrepris par son pays depuis la fin du conflit armé interne. Estimant que le Guatemala se trouvait à un moment crucial de son histoire, M. Perdomo a expliqué que son Gouvernement entend fonder son action sur la solidarité, la décentralisation et la transparence, principes qui rejoignent pleinement les Objectifs du Millénaire pour le développement. Parmi les réformes réalisées par le pays, le Président du Guatemala a cité la réduction des troupes, le financement prioritaire de l'éducation, de la santé et de la sécurité, la lutte contre la criminalité, la corruption et la faim. M. Perdomo a cependant souligné que les efforts du Guatemala en matière de lutte contre la pauvreté et en faveur du développement social et économique de la population dépendaient fortement des progrès réalisés dans le contexte de négociations commerciales multilatérales. Afin que le pays puisse bénéficier d'un meilleur accès aux marchés pour ses produits d'exportation, le Président a donc exhorté la communauté internationale à éliminer les mesures qui faussent les marchés. Par ailleurs, M. Perdomo a signalé qu'il souhaitait trouver un accord final, juste, équitable et honorable avec le Belize afin de résoudre le différend territorial entre les deux pays.

Le Président du Guatemala a également estimé que la réforme du Conseil de sécurité faisait partie des objectifs les plus importants de cette session de l'Assemblée générale. La position du Guatemala à cet égard a évolué, a-t-il expliqué, soulignant ainsi le besoin impératif de rendre cet organe plus représentatif, transparent et efficace. M. Perdomo a plaidé pour l'élargissement du nombre de membres du Conseil, tant permanents que non permanents, tout en s'assurant, a-t-il ajouté, que la représentation géographique de ses membres reste adéquate. La réforme du Conseil de sécurité, a-t-il estimé, doit permettre à l'ensemble des organes des Nations Unies de s'adapter aux circonstances actuelles. Dans cet ordre d'idées, le Président du Guatemala a signalé que son pays soutenait le renforcement de l'Assemblée générale ainsi que du Conseil économique et social.

M. ELIAS ANTONIO SACA GONZALEZ, Président de la République d'El Salvador, a déclaré que les criminels terroristes avaient montré la nécessité d'unir nos volontés pour nous doter de critères uniformes visant à trouver des solutions dans le cadre du droit international. Le terrorisme mondial n'est pas un fait de culture ou de nation, a-t-il soutenu, ajoutant que son pays avait répondu à l'appel des Nations Unies pour participer au travail de reconstruction de l'Iraq. Il est temps de mettre au service d'autres peuples notre témoignage et notre expérience, a affirmé le Président salvadorien, précisant que son pays avait été le bénéficiaire d'une opération de paix des Nations Unies. Dans un esprit de coopération, il a indiqué qu'El Salvador avait l'intention de se porter candidat à un poste de membre non permanent du Conseil de sécurité. Il a également plaidé pour une réforme de cet organe.

Le chef de l'État salvadorien a affirmé que son Gouvernement, en place depuis une centaine de jours, avait pris d'importantes mesures en matière de santé et de protection sociale. Aucun effort gouvernemental ne pourra être efficace sans le concours des forces politiques et sociales, a-t-il ajouté, précisant qu'il cherchait à conclure un pacte sur l'emploi en associant les différents secteurs de la société salvadorienne afin de créer plus d'emplois. Un plan national d'éducation a de même été lancé. M. Saca González a formé l'espoir que l'effort national en cours puisse compter sur la coopération internationale.

M. GYUDE BRYANT, Président du Gouvernement national de transition du Libéria, a déclaré que son pays, en contribuant à la création de l'Organisation des Nations Unies, en 1945, il n'imaginait pas souscrire une police d'assurance qui allait sauver son peuple 68 ans plus tard. Le rôle des Nations Unies dans la transition au Libéria est « spectaculaire », a-t-il ajouté. Il s'est félicité du travail des 15 000 hommes de la Mission des Nations Unies au Libéria, qui assure le respect du cessez-le-feu et a déjà permis de désarmer 73 600 combattants. L'absence d'infrastructure sociales ne permet d'ailleurs pas la réinsertion de tous les combattants démobilisés, s'est inquiété M. Bryant.

Soulignant l'urgence de revitaliser l'économie et de créer des emplois, le Président du Gouvernement de transition libérien a appelé le Conseil de sécurité à lever les sanctions sur le bois et les diamants, deux secteurs clefs de l'économie du pays. Ces sanctions ont été imposées à un moment où le Libéria finançait l'achat d'armes par des diamants, a-t-il expliqué. Aujourd'hui, au contraire, l'heure est au désarmement et le Gouvernement a mis en place, avec le soutien du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement, de la Commission européenne et des États-Unis, des mécanismes pour une meilleure transparence dans l'emploi des ressources de l'État.

M. Bryant a salué les efforts de la communauté internationale, qui a répondu à hauteur de 520 millions de dollars à l'appel pour la reconstruction du pays. Le Gouvernement de transition reste déterminé, a-t-il assuré, à organiser des élections libres et équitables en octobre 2005. Tout en saluant le Traité de non-agression signé par les trois pays membres de l'Union du fleuve Mano, il a appelé les Nations Unies à s'engager d'urgence dans la prévention des crises et le renforcement de la paix dans la région. Le Libéria, qui a subi 15 ans de violents conflits, est finalement résolu à choisir la voie de la paix et à y rester, a conclu M. Bryant.

M. CARLOS MESA GISBERT, Président de la République de Bolivie, a signalé l'engagement de son pays à lutter contre le trafic de stupéfiants, qui a notamment lieu sur son territoire, combat qu'il a jugé indissociable de la lutte contre le terrorisme. M. Gisbert a estimé que les volets social et économique du trafic de stupéfiants devaient impérativement être pris en compte lorsqu'on s'attaque au problème. Le Président de la Bolivie a assuré que dans ses efforts destinés à mettre un terme à la production de coca, les municipalités productrices de coca seraient consultées et pleinement impliquées dans la prise de décision, afin notamment de trouver d'autres options viables qui pourraient profiter à l'économie bolivienne. Rappelant l'importance du multilatéralisme dans la lutte contre les fléaux du terrorisme et de la drogue, M. Gisbert a réitéré sa conviction que les Nations Unies étaient l'incarnation de ce multilatéralisme. Toutefois, estimant que la planète était actuellement confrontée à des défis différents qui nécessitaient des réactions différentes, il a jugé qu'il était temps de réformer les Nations Unies, réforme qui devait notamment comprendre l'élargissement du Conseil de sécurité.

Le Président de la Bolivie a également rappelé la crise sociale qu'avait récemment traversé son pays. Cette crise avait notamment débouché sur une poussée de violence en octobre 2003 avant de connaître une issue pacifique, a-t-il précisé. Expliquant que la crise avait pour cause une accumulation de facteurs historiques, tels la discrimination, la pauvreté et le racisme, M. Gisbert a déclaré que la Bolivie ambitionnait désormais de retrouver un équilibre entre l'État et la société. Parmi les efforts entrepris en ce sens, il a évoqué le récent référendum sur l'utilisation des ressources naturelles du pays, l'établissement d'un pacte social ainsi que la lutte contre la corruption. Par ailleurs, M. Gisbert a affirmé que la Bolivie exigeait un accès libre et souverain à l'océan Pacifique. Évoquant le coût économique considérable pour son pays de cette absence d'accès, il a exprimé sa volonté de coopération avec le Chili et a indiqué que la Bolivie était disposée à entamer le dialogue pour trouver une solution définitive au problème.

M. KESSAI NOTE, Président de la République des Îles Marshall, est revenu sur les événements importants ayant jalonné l'histoire de son pays en rappelant la célébration le 1^{er} mai dernier du 25^e anniversaire de l'entente modifiée de libre-association avec les États-Unis. Il a aussi, dans ce cadre, insisté sur l'importance du nouveau « Plan pacifique » entériné le mois dernier par les États du Forum des Îles du Pacifique réunis à Samoa, et prévoyant une stratégie de coopération régionale renforcée autour de la croissance économique et du développement durable. Réaffirmant sa solidarité avec l'Alliance des petits États insulaires en développement, il a précisé que ces derniers étaient confrontés à des problèmes très spécifiques et a encouragé la communauté internationale à participer au plus haut niveau au Sommet de l'île Maurice en janvier prochain dédié à l'évaluation des résultats obtenus par le Programme d'action de la Barbade pour le développement durable de ces États.

Il a présenté plusieurs demandes à la communauté internationale. Afin de mettre en œuvre les Objectifs du Millénaire pour le développement durable, M. Note a souhaité que son pays puisse bénéficier de transferts de technologies. Il a par ailleurs exhorté les États-Unis à verser des compensations pour les tests nucléaires conduits entre 1946 et 1958 sur son territoire et enjoint le reste des nations à faire de la non-prolifération nucléaire une priorité. Rappelant la vulnérabilité particulière des Îles Marshall face au réchauffement climatique et à l'élévation du niveau de la mer, il a invité l'ensemble de la communauté internationale de ratifier le Protocole de Kyoto. Il a réitéré la nécessité de protéger les ressources marines mais aussi de lutter contre la pêche illégale, qui entraîne une baisse conséquente des revenus pour son pays. Il a conclu en soutenant l'attribution d'un siège permanent au Japon au sein du Conseil de sécurité ainsi que l'admission de Taiwan à l'Organisation.

M. ARNOLD RÜÜTEL, Président de la République d'Estonie, a déclaré que nous avons tous été témoins ces dernières années de l'apparition de nouvelles menaces à la paix et à la sécurité internationales et des liens de ces menaces avec les problèmes économiques, sociaux culturels et humanitaires. Il s'est dit particulièrement inquiet de l'instabilité qui règne au Moyen-Orient. Insistant sur la nécessité de solutions communes aux défis que pose la sécurité mondiale, il a déclaré que les Nations Unies demeuraient l'Organisation de référence pour coordonner les efforts des États en vue de sauvegarder la stabilité et la sécurité internationales. Il a précisé que son pays avait commencé à dispenser une aide au développement en 1998. Il a particulièrement souligné la contribution des technologies de l'information et de la communication au développement en s'inquiétant de la croissance du fossé numérique. Seul un petit groupe de personnes, s'est-il inquiété, a bénéficié de la révolution numérique et 80% de la population mondiale n'a eu aucun contact avec ces technologies. Plus de la moitié des utilisateurs mondiaux vivent en Europe ou en Amérique du Nord alors que ces régions ne représentent que 17% de la population mondiale. En Afrique, seulement 1,4% de la population a accès à l'Internet.

Présentant la situation de son pays, il a fait valoir que l'Estonie a atteint un niveau remarquable dans ce domaine en ayant su se doter d'un environnement propice au développement des TIC. Selon la revue *The Economist*, l'Estonie est au 26^e rang mondial pour ce qui est de la préparation à l'Internet et devance la plupart des pays de l'Europe de l'Est et de l'Europe centrale. Plus de la moitié de ses habitants utilisent régulièrement l'Internet, 38% possèdent un ordinateur et 80% un téléphone portable. Il a expliqué comment son pays avait mis son expérience numérique au service du Kirghizistan, du Sri Lanka, de l'Albanie, du Kazakhstan et d'autres pays. Par ailleurs, dans le contexte de 2004, dernière année de la décennie des peuples autochtones, il a particulièrement attiré l'attention sur les spécificités linguistiques et culturelles finno-ougriennes de son pays. Il a souhaité l'adoption par les Nations Unies dans les plus brefs délais d'une déclaration sur les droits des peuples autochtones. Selon lui, la restriction de ces droits pourrait souvent expliquer les crises. À l'instar des efforts pour la préservation des espèces végétales, a-t-il suggéré, il nous faut un « livre rouge » sur les peuples autochtones menacés.

M. MARTIN TORRIJOS ESPINO, Président de la République du Panama, évoquant les récentes inondations meurtrières, a déclaré que des milliers de ses compatriotes souffraient des caprices de la nature. La tragédie que vit mon pays met en évidence la nécessité de surmonter d'urgence le problème de la pauvreté, a-t-il souligné. Selon lui, la faim et la pauvreté constituent un conflit aux dimensions universelles qui exige des réponses universelles. Le Président panaméen a ainsi fait sienne la citation du Président du Brésil, Luis Ignacio Lula da Silva: « La paix ne pourra jamais naître de la pauvreté et de la famine. »

Les pays pauvres sont étouffés par la dette publique, a affirmé M. Torrijos Espino. Cette dette, dans de nombreux cas, est le résultat de déficits budgétaires du passé, a-t-il assuré, précisant que les problèmes budgétaires rencontrés actuellement par les pays de la région aggravaient le problème. Ce diagnostic n'a, selon lui, rien de nouveau. Toutefois, a-t-il ajouté, à la crise économique s'ajoute, sur le continent, une crise de la légitimité démocratique. Ces dernières années s'est créée une richesse sans précédent tandis que le nombre de pauvres a augmenté, a-t-il indiqué. Selon lui, la démocratie comme système de gouvernement a fini par être associée aux privations des gens. Ce problème ne relève pas de la démocratie, mais des gouvernements, qui n'ont pas été capables de fournir des rapports efficaces, a poursuivi le Président du Panama. Pour lui, ceux qui ont la responsabilité de gouverner et d'offrir des réponses ne doivent pas oublier que dans les populations la patience a fait place au désespoir. Cela nous oblige à gouverner avec transparence et à combattre la corruption pour regagner la confiance des populations, a-t-il dit. Selon lui, il faut que des institutions financières internationales mettent en œuvre des programmes de crédits et d'allègement de la dette qui tiennent compte des sacrifices effectués par les pays concernés. Parfois, on a l'impression que l'aide internationale ne se mobilise que lorsqu'il y a des tragédies inattendues ou des actes de terrorisme, a-t-il constaté, précisant que les victimes de la pauvreté étaient plus nombreuses que celles de la guerre ou des catastrophes naturelles.

M. JOSEPH KABILA, Président de la République démocratique du Congo (RDC), a appelé la communauté internationale à tenir ses promesses dans le soutien au processus de transition politique dans son pays. À mi-parcours, la transition entre dans une phase déterminante, a-t-il estimé. La réunification du territoire, la présence au Gouvernement des ennemis d'hier et le début de l'intégration de l'armée constituent des avancées notables, mais il reste beaucoup à faire, a-t-il ajouté, citant la restauration de l'autorité de l'État et la réalisation de préalables à la tenue des élections. Il a souhaité un renforcement quantitatif et qualitatif de la Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) et l'a appelée à mettre un terme à l'activisme de milices « qui continuent à semer la mort et la désolation » dans l'est du pays.

Insistant sur la réalité du principe de bon voisinage, M. Kabila s'est félicité de la signature aujourd'hui d'un accord avec le Rwanda sur le lancement dès le mois prochain d'un mécanisme conjoint de vérification à la frontière orientale de son pays. Cela permettra de restaurer la confiance dans la région, a-t-il affirmé, en citant la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs qui doit se tenir en novembre à Dar es-Salaam (Tanzanie). L'autre défi majeur de la région consiste, selon lui, à prévenir des massacres tels que ceux de Bukavu (RDC), de l'Ituri (RDC) ou encore de Gatumba (Burundi), au cours duquel 160 réfugiés congolais ont été tués. Le Président de la RDC a d'ailleurs indiqué que le peuple congolais attendait avec impatience le rapport de l'enquête des Nations Unies à ce sujet.

M. VALDAS ADAMKUS, Président de la République de Lituanie, a déploré que la communauté internationale soit confrontée à une pluralité de menaces comme le terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive, le crime organisé mais aussi la pauvreté, la faim, les pandémies ou la dégradation de l'environnement. Il a appelé à la nécessaire lutte contre toutes les manifestations d'intolérance. En évoquant ces différents fléaux, il a exhorté à un renforcement des pouvoirs des Nations Unies restant, « malgré toutes les critiques, la seule organisation capable d'incarner les principes d'un multilatéralisme réellement mondial et efficace ». Le Président de la Lituanie a demandé qu'un nouveau consensus soit élaboré en matière de sécurité collective pour limiter ces dangers et a invité à mettre en place un nouveau partenariat mondial pour concrétiser les objectifs du Consensus de Monterrey.

Une réforme des Nations Unies s'impose selon lui, passant par l'élargissement du Conseil de Sécurité et le renforcement du Conseil économique et social (ECOSOC). M. Adamkus a dit espérer que « les délibérations du Groupe d'experts de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement puissent donner un élan renouvelé à la réforme de l'Organisation ». Il a enfin précisé que la Lituanie était prête à participer à la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire et à devenir un pays donateur pour les projets de développement.

M. PEDRO MIGUEL DE SANTANA LOPES, Premier Ministre de la République portugaise, a plaidé pour la réforme des Nations Unies, précisant qu'alors que le monde avait considérablement évolué au cours de ces soixante dernières années, les Nations Unies continuaient à fonctionner de la même façon

qu'il y a un demi-siècle. Exprimant son soutien à l'égard du travail du Groupe d'experts chargé d'examiner les défis actuels à la paix et à la sécurité, M. Santana Lopes a également souligné l'importance de la réforme du Conseil de sécurité. Cette réforme, a-t-il précisé, doit passer par une augmentation du nombre des membres du Conseil, tant permanents que non permanents, de manière à mieux refléter le monde actuel. Le Premier Ministre portugais a réitéré le soutien de son pays aux candidatures du Brésil, de l'Allemagne et du Japon, ainsi qu'à l'égard d'une représentation permanente du continent africain au Conseil de sécurité. Il est également nécessaire, a-t-il affirmé, d'améliorer les liens entre le Conseil et les autres organes des Nations Unies. Les méthodes de travail de l'Organisation, qu'il a qualifiées d'« obsolètes », pourraient conduire à sa paralysie, a-t-il ajouté. M. Santana Lopes a aussi estimé qu'il était plus important de prévenir les conflits que de les résoudre, et a déploré que les Nations Unies ne disposaient pas d'instrument efficace à cet effet. Dans cet ordre d'idées, M. Santana Lopes a rappelé que son pays avait proposé la création d'une commission pour la paix et le développement, qui suivrait de près les pays en crise ou à risque. Par ailleurs, il a salué la tenue du Sommet des chefs d'État contre la faim et la pauvreté, estimant que ces deux maux, sources de désespoir, pouvaient conduire les peuples à choisir le chemin de la violence.

M. MARC FORNÉ MOLNÉ, Président du Gouvernement de la Principauté d'Andorre, s'est dit effrayé par la notion de guerre préventive en se demandant ce qui pouvait justifier une attaque préventive et comment on pouvait estimer qu'un pays présentait ou non une menace qui puisse justifier une telle attaque. Pour les pays qui, comme l'Andorre, respectent et admirent l'histoire de liberté des États-Unis, il est consternant de constater que la doctrine de l'attaque préventive ait engendré un degré croissant de méfiance entre les gouvernements et les peuples. Après les attentats terroristes qui ont frappé New York et Washington en 2001 et plus récemment Madrid et la Russie, il est important d'affronter les causes du terrorisme, afin d'y répondre tous ensemble à l'aide de protocoles légaux. À cet égard, il a précisé que son pays déposerait demain les instruments de ratification de quatre conventions contre le terrorisme et que d'autres ratifications interviendraient l'année prochaine. Nous pourrions devenir plus fort dans la lutte contre le terrorisme, a-t-il insisté, si nous agissions tous ensemble, tous les pays représentés aux Nations Unies. Un Conseil de sécurité renforcé par une volonté commune de détruire le terrorisme pourrait faire bien plus que des actions isolées. Dans ce sens, l'Andorre apporte son soutien à une augmentation du nombre de membres du Conseil de sécurité, jusqu'à 24, afin d'assurer une représentation plus idoine de la réalité du monde.

Par ailleurs, M. Forné Molné a précisé que son pays n'a jamais été un pays riche, mais malgré tout, ses habitants ont toujours été libres. Conscients de la dette morale que nous avons envers les autres, nous avons, il y a trois ans, décidé d'augmenter notre aide au développement jusqu'à 0,7% de notre budget pour la prochaine année. Bien qu'Andorre n'ait fait son entrée au sein des Nations Unies qu'il y a un peu moins d'une décennie, la Principauté d'Andorre est l'une des nations les plus anciennes et les plus pacifiques du monde, puisque nous connaissons une paix ininterrompue depuis 1278. Jamais nous n'avons eu d'armée, ni n'avons fabriqué d'armes offensives quelle qu'elle soit. Notre seule arme a été la sagesse et la prudence de nos ancêtres qui surent rester en dehors des luttes voisines. À l'aube de temps nouveaux, nous devons transmettre aux nouvelles générations la confiance que nous avons déposée en l'Organisation des Nations Unies et dans la suprématie du droit sur la force.

M. IVO SANADER, Premier Ministre de Croatie, dont le pays s'exprimait pour la première fois devant l'Assemblée générale comme candidat à l'Union européenne, a plaidé en faveur d'un élargissement du Conseil de sécurité, basé sur une représentation régionale appropriée. Il a indiqué que la Croatie s'était portée candidate comme membre non permanent pour la période 2008-2009. La Croatie a suivi avec succès la route de l'intégration euro-atlantique, a-t-il assuré, évoquant les objectifs très clairs de devenir membre de l'Union européenne et de l'OTAN. De bonnes relations bilatérales avec tous nos voisins, et même au-delà, une coopération régionale et transfrontalière ainsi qu'un multilatéralisme constructif, constituent les bases de la politique étrangère croate, a souligné M. Sanader. La Croatie, a-t-il poursuivi, est prête à servir de pays modèle du sud-est de l'Europe en encourageant et en assistant ses voisins à réaliser leurs ambitions euro-atlantiques. L'Europe unifiée n'est plus un rêve, a-t-il estimé; c'est une réalité basée sur la prospérité et la sécurité du continent tout entier.

M. MIGUEL ABIA BITEO BORICO, Premier Ministre de la Guinée équatoriale, a affirmé que son pays était « menacé », et qu'il déplorait que les Nations Unies ne soient pas encore à même de prévenir l'interventionnisme des États puissants au sein des plus petits, la Guinée équatoriale notamment. Rappelant

les circonstances de l'« opération suicide d'invasion » prévue pour le 6 mars dernier, menée par un groupe de mercenaires et destinée à éliminer le Président de la République et des membres du gouvernement – opération qui échoua à la suite d'un avertissement de l'Angola, de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe – il a exhorté l'Assemblée générale à prendre pleine conscience du danger encouru par la Guinée équatoriale. Affirmant que cette opération avortée avait bénéficié du soutien de l'Espagne et qu'un grand nombre de pays en avait été informés, M. Borico a dénoncé le « colonialisme toujours vivace » qui règne encore, a-t-il estimé, dans la communauté internationale. Il s'est par ailleurs dit préoccupé par la campagne de dénigrement dont pâtissait son Gouvernement à l'étranger, et a assuré que la Guinée équatoriale n'était pas dirigée par un régime dictatorial. Il a rappelé que son Gouvernement exerçait souverainement le pouvoir et rendait compte au peuple de son action, que la paix régnait à travers le pays, et que les structures politiques et administratives dont il était doté en garantissaient la transparence. Il a également affirmé qu'en tant qu'État souverain, la Guinée équatoriale n'accepterait aucune intrusion étrangère dans les affaires du pays.

M. RASHID ABDULLAH AL-NOAIMI, Ministre des affaires étrangères des Émirats arabes unis, a déclaré que l'analyse des expériences internationales mettait en évidence l'importance des initiatives multilatérales régionales et internationales fondées sur l'égalité entre les peuples et les pays, pour répondre à des défis comme la lutte contre la pauvreté et les maladies contagieuses. Il s'est inquiété de la situation dans la région du Golfe en matière de sécurité et de l'émergence de nouvelles formes de menaces, y compris des actes terroristes, des enlèvements, des exécutions extrajudiciaires de douzaines d'innocents dans des zones résidentielles en Iraq. Les Émirats arabes unis, a-t-il précisé, condamnent toutes les formes de violence et de terrorisme dans la région du Golfe. Il s'est dit persuadé que la paix dans la région était tributaire du retrait israélien de tous les territoires palestiniens et arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem. Cela dépendait aussi de l'avènement d'un État palestinien avec comme capitale Jérusalem. Dans le même ordre d'idées, il a souligné la nécessité de respecter la volonté des Libanais et de ne pas s'ingérer dans leurs affaires intérieures. Par ailleurs, il s'est dit favorable à une zone exempte d'armes de destruction massive dans le Moyen-Orient. S'agissant du différend frontalier qui oppose son pays à l'Iran sur les trois îles de la Grande Tumb, de la Petite Tumb, et d'Abou Moussa, il s'est dit surpris par l'obstination du Gouvernement iranien. Il a exhorté la communauté internationale à amener l'Iran à entamer sans condition des négociations bilatérales avec son pays concernant l'occupation illégale de ces îles.

M. RODOLPHE ADADA, Ministre des affaires étrangères, de la coopération et de la francophonie du Congo, a constaté que l'attention de la communauté internationale était encore retenue par trop de crises en Afrique. Il s'est félicité des dernières évolutions en Côte d'Ivoire, après le sommet d'Accra. Il a souhaité une plus grande mobilisation pour soutenir les efforts de l'Union africaine dans la crise du Darfour. M. Adada a appelé de ses vœux la création d'un bureau des Nations Unies pour l'Afrique centrale en citant, à l'appui de sa demande, les nombreux pays de la région en situation « post-conflit »: Sao Tomé-et-Principe, la République centrafricaine, le Burundi, la République démocratique du Congo, ainsi que son propre pays, le Congo. Il a espéré que la prochaine Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs permettrait de trouver des solutions durables aux crises récurrentes qui ensanglantent la région et a affirmé la disponibilité de son pays à y apporter sa contribution.

M. Adada a salué la reprise des négociations commerciales à Genève, qui laisse espérer, a-t-il estimé, la mise en place de règles équitables dans les échanges, pour une mondialisation plus juste. Il a enfin apporté son ferme soutien à l'élargissement du Conseil de sécurité, pour prendre en compte la diversité du monde d'aujourd'hui.

Droits de réponse

Le représentant du Zimbabwe a demandé à celui des Pays-Bas, s'il avait fait allusion, dans son discours d'hier, à la réforme agraire lorsqu'il avait évoqué les préoccupations concernant son pays. Si tel était le cas, il a tenu à affirmer que cette réforme devait être un motif de célébration. Il a regretté les commentaires faits par le Représentant des Pays-Bas, au nom de l'Union européenne, concernant la tenue d'élections démocratiques, estimant qu'il avait fait preuve de « la condescendance des anciens maîtres coloniaux ». Il a exhorté le Royaume-Uni, les États-Unis et les Pays-Bas à cesser leur propagande par le biais de programmes radio et il a condamné le financement par les Pays-Bas d'ONG appuyant les partis d'opposition.

Le représentant de l'Espagne a déclaré que, compte tenu des propos du représentant de la Guinée équatoriale, sa délégation réservait la possibilité d'exercer son droit de réponse en temps voulu.

La représentante de la République islamique d'Iran a estimé que l'orateur des Émirats arabes unis avait soulevé des revendications inacceptables mettant en cause l'intégrité territoriale de son pays. L'Iran a rempli ses obligations internationales concernant le Mémorandum de 1971, a-t-elle ajouté, en précisant que s'il existait des malentendus dans l'application du Mémorandum, ils devaient être exprimés dans un esprit de bonne volonté et à travers des mécanismes mutuellement acceptables.

Le représentant des Émirats arabes unis a exprimé sa profonde déception face aux affirmations de l'Iran et a réaffirmé que les trois îles font partie intégrante du territoire de son pays. Conformément aux principes de la Charte des Nations Unies, il a appelé la communauté internationale à amener l'Iran, soit à engager des négociations bilatérales sans condition en vue de la restitution des îles aux Émirats arabes unis, soit à accepter de soumettre l'affaire à la Cour internationale de Justice. La stabilité de la région du Golfe exige l'établissement de relations de bon voisinage, a-t-il ajouté, en réitérant que les Émirats arabes unis s'engageaient à respecter la décision de la CIJ.

Le représentant des Pays-Bas a regretté la réaction du Zimbabwe à la déclaration faite hier par sa délégation au nom de l'Union européenne. Il a rappelé l'attachement de l'Union européenne à la primauté du droit et à la tenue d'élections libres et justes, estimant qu'il s'agissait d'une règle internationale à laquelle tous les pays devaient souscrire.

* * * * *